

Les enjeux d'une rupture avec le néolibéralisme

Introduction.

Le néolibéralisme marque de son empreinte les politiques économiques depuis les années 1980. Au delà de sa diversité, il a pour objectif de libérer le marché et la rentabilité du capital des contraintes sociales et politiques. Il constitue l'accompagnement idéologique et institutionnel du capitalisme depuis près de quarante ans. Cela impose la domination de la concurrence dans la société, la pression de la compétition sur les salariés, ce qui nuit à leur pouvoir de négociation, et sur les États, ce qui réduit la marge de manœuvre des politiques économiques. Le néolibéralisme n'est pas le laisser faire car l'institution du marché nécessite une intervention de l'État. Il implique un État fort avec les uns, faible avec les autres, fort « contre les revendications démocratiques de redistribution » sociale, « faible dans sa relation au marché » (W. Streeck , 2015). Il se traduit par des politiques d'extension et de libéralisation des marchés mais aussi de limitation des budgets publics et sociaux. M. Foucaud et P. Bourdieu ont compris dès ses débuts l'importance du néolibéralisme (Ch. Laval 2018) comme mécanisme de pouvoir et de domination.

La rupture avec la trajectoire du néolibéralisme qui se prolonge depuis la crise est incontournable si on veut réaliser une transformation sociale et écologique de la société (I). Toutefois, cette perspective se heurte à des obstacles de nature sociale, idéologique et politique qui assurent sa pérennité en dépit de la crise qui aurait pu l'emporter (II). Les conditions de la rupture envisagée varient suivant les domaines des actions collectives, selon que cela concerne les orientations ou le cadre des politiques économiques (III).

I. La nécessité d'une rupture avec le néolibéralisme.

Le néolibéralisme toujours bien vivant depuis 2008.

Les actions publiques face à la crise de 2008 ne doivent pas faire illusion : elles ont été accomplies essentiellement au service du capital sans remettre en cause les structures économiques. Le soutien budgétaire de 2008-2009 était un sauvetage de l'économie pour éviter une dépression mais ce n'était pas « le retour de Keynes ». Le renflouement des banques en 2008-2009 était un sauvetage sans contrepartie pour éviter la destruction de la finance. Le soutien monétaire massif opéré par les banques centrales (faible taux d'intérêt, création monétaire) vise à soutenir l'économie et les banques, ce qui profite aux détenteurs d'actifs patrimoniaux. La régulation de la finance inclut des règles prudentielles mais pas sa maîtrise (séparation des activités bancaires, obstacles à la mobilité des capitaux, etc.) En France, la trajectoire néolibérale s'est poursuivie à un rythme modéré sous la présidence Hollande, puis à un rythme accéléré sous la présidence Macron. Même si la protection sociale et le secteur public sont importants, la politique actuelle est de type néolibéral : réduction des budgets publics, réformes des marchés, de la protection sociale, de l'État et de la fiscalité en faveur des entreprises et des plus riches...

Dans le monde, les droites populistes introduisent des éléments non libéraux pour avoir le soutien populaire (restrictions au commerce et à l'immigration) sans remise en cause de l'essentiel: politique fiscale, politique sociale et flexibilité des marchés. La politique Trump comprend une politique fiscale néolibérale, une dérégulation financière, un reflux de la protection sociale ainsi qu'un protectionnisme partiel. La politique économique Bolsonaro (Brésil) devrait se rapprocher du néolibéralisme du Chili de Pinochet.

Le néolibéralisme, obstacle à la transition écologique.

Le néolibéralisme contribue à la destruction de la nature à divers titres : la mondialisation des échanges, donc la progression des transports, la concurrence internationale et la compétition des territoires qui freinent les budgets publics et la réglementation, la baisse de la fiscalité qui implique la baisse des subventions, la vérité des prix, ce qui favorise les transports individuels et la congestion urbaine.

La transition écologique nécessite un autre modèle de développement incluant la sobriété, un redéploiement de la consommation et de la production. Cela suppose un renouveau d'une forme de planification qui oriente les acteurs privés. Au plan interne, cela nécessite de gros investissements et des politiques de recherche et d'innovation, la sélectivité de la fiscalité contradictoire avec la neutralité et la sélectivité du crédit contradictoire avec la dérèglementation financière. Au plan international, cela appelle un reflux de la mondialisation, l'essor des circuits courts, la mise en cause de la chaîne de valeur

internationale des multinationales. Les politiques de la transition écologique ont des effets inégalitaires à compenser par des politiques sociales.

Le néolibéralisme, obstacle aux politiques d'égalité.

Le néolibéralisme accroît les inégalités par divers canaux. Au plan interne, les réformes fiscales, les réductions des transferts sociaux et des services publics et la déréglementation du travail dégradent le sort des classes populaires et moyennes. Au plan international, le libre échange a accru les inégalités dans les pays du Nord entre les revenus du capital et du travail, entre les travailleurs très qualifiés et peu qualifiés. Il accélère la disparition des agriculteurs et la chute des effectifs ouvriers. Les politiques d'austérité en Europe du Sud accélèrent l'émigration des jeunes.

Le néolibéralisme est incompatible avec des politiques axées sur l'égalité. Elles supposent le retour de l'objectif de plein emploi impliquant une réduction du temps de travail et des politiques volontaristes de formation et d'aménagement du territoire. La réduction des inégalités nécessite une fiscalité et des transferts sociaux élevés, une action sur les revenus primaires. La satisfaction des besoins essentiels suppose une hiérarchisation des besoins, donc une sélectivité de la fiscalité et du crédit. La satisfaction égalitaire des besoins de santé et d'éducation nécessite des budgets publics élevés.

Le néolibéralisme, obstacle à la citoyenneté.

- Le néolibéralisme est source de dualisme politique. Ses effets sociaux créent un fossé entre les milieux populaires et les « élites », entre les gagnants et les perdants de la compétition. Un clivage entre ceux d'en haut et ceux d'en bas se superpose au clivage gauche-droite. Les courants « populistes » progressent en contestant les politiques du consensus centre gauche et centre droit. L'abandon fréquent par la gauche de la question sociale conduit à l'éloignement des catégories populaires. Le néolibéralisme est incompatible avec la satisfaction des attentes populaires.

- Le néolibéralisme est source d'individualisation. « Le mouvement, rendu possible par la politique de déréglementation financière, vers l'utopie néolibérale d'un marché pur et parfait s'accomplit à travers l'action transformatrice et, il faut bien le dire, destructrice de toutes les mesures politiques (..), visant à mettre en question toutes les structures collectives capables de faire obstacle à la logique du marché pur : nation, dont la marge de manœuvre ne cesse de décroître ; groupes de travail, avec par exemple l'individualisation des salaires et des carrières en fonction des compétences individuelles et l'atomisation des travailleurs qui en résulte ; collectifs de défense des droits des travailleurs, syndicats, associations, coopératives ; famille même qui à travers la constitution de marchés par classes d'âge perd une part de son contrôle sur la consommation » (P. Bourdieu, 1998).

II. Les difficultés d'une rupture avec le néolibéralisme.

Il existe au sein de la population, notamment en France mais aussi ailleurs en Europe, une forte demande de renforcement de la fonction de protection des institutions publiques, de maintien de l'État providence, d'amélioration des services publics, de justice fiscale et de redistribution des richesses. Cette demande ne suffit pourtant pas à provoquer une rupture avec les politiques néolibérales en raison de la présence de puissantes forces contraires.

Le frein des rapports sociaux.

Le néolibéralisme a d'abord le soutien des classes bénéficiaires de l'ordre existant, « Le programme néolibéral tire sa force sociale de la force politico- économique de ceux dont il exprime les intérêts: actionnaires, opérateurs financiers, industriels, hommes politiques conservateurs ou sociaux- démocrates convertis aux démissions rassurantes du laisser-faire, hauts fonctionnaires des finances, d'autant plus acharnés à imposer une politique prônant leur propre dépérissement qu'ils ne courent aucun risque d'en payer éventuellement les conséquences » (P. Bourdieu, 1998). Les classes supérieures, associant les détenteurs de capitaux et la partie haute des cadres supérieurs, ont des intérêts convergents (G. Dumesnil et D. Lévy, 2011). En France, le « bloc bourgeois » groupant les classes supérieures et les classes moyennes supérieures qualifiées est plus ou moins favorable à une transformation néolibérale (B. Amable et S. Palombarini, 2018). De plus, les effets inégalitaires du néolibéralisme sont tolérés par des couches ayant bénéficié de la démocratisation de l'enseignement supérieur, source de stratification éducative. « La chute de la valeur d'égalité entraîne celle de la croyance collective nationale qui détermine à son tour le mouvement économique de globalisation » (E. Todd 1998). En outre, les effets inégalitaires de la mondialisation sont moins perçus par la partie de la population de la « sphère présentielle » qui est devenue majoritaire.

En face, la capacité de résistance des salariés aux politiques néolibérales (taux de syndicalisation, degré de conflictualité sociale, etc.) a régressé depuis les années 80. Cela résulte de divers motifs : les transformations du salariat, la concurrence accrue, la précarisation et l'individualisation du travail, la chute des bastions industriels et la montée du chômage. « Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre et nous sommes en train de la gagner » (W. Buffet, *New York Times*, 26.11.2006).

Le frein du socle idéologique.

D'abord, l'aspiration des individus à l'autonomie s'est généralisée, ce qui joue en faveur du néolibéralisme malgré ses échecs. « La séduction que le néolibéralisme a malgré tout pu exercer tient à sa double promesse d'autonomie individuelle et d'autorégulation sociale. Contre les anciennes tutelles, contre les corsets de la discipline, il fait miroiter l'image d'un sujet émancipé, jouissant de « l'autonomie d'un entrepreneur de sa vie » et que l'on peut responsabiliser à ce titre » (G. Chamayou 2018). Ensuite, les contraintes du marché sur les individus sont moins visibles que celles de l'autorité hiérarchique. L'adaptation du capitalisme à la crise de « gouvernabilité » liée aux mouvements de contestation des années 1960 a consisté à

substituer les contraintes de la concurrence externe aux contraintes de l'autorité hiérarchique interne. La récupération par le capitalisme de la « critique artiste » procède de cette tendance (L. Boltansky et E. Chiapello 1999). Par ailleurs, l'idéologie économique néolibérale largement diffusée par les médias présente la réalité est à travers le prisme dominant de la compétition (cf. les classements des écoles, des hôpitaux etc.). La société de compétition accroît probablement la passivité en transformant les citoyens en rivaux : dans les « dissociétés » d'individus atomisés, les sentiments de solitude, d'incertitude et d'urgence permanente se conjuguent pour freiner la possibilité de s'insurger (J. Généreux 2006). Enfin, le socle idéologique du néolibéralisme pourrait être la quête de puissance, la recherche de la performance, paraissant nous protéger de notre condition de mortels (Y. Dupont 2014).

Les hésitations de la gauche.

- La gauche dans son ensemble éprouve certaines difficultés à s'opposer au néolibéralisme. Se référant aux Lumières, appréciant le progrès et la modernisation, elle a plus de mal à s'opposer aux néolibéraux qu'aux forces réactionnaires traditionnelles. Dès lors que la gauche a récemment revalorisé l'émancipation des mœurs par rapport à l'émancipation sociale et la lutte contre les discriminations par rapport à la lutte contre les inégalités sociales, les difficultés s'en trouvent accrues. En outre, elle est gênée dans la lutte anti-néolibérale de se retrouver avec l'extrême droite.
 - La gauche modérée, lorsqu'elle critique le néolibéralisme, tend souvent à le réduire au seul ultralibéralisme anglo-saxon. Par exemple, la vive critique de Michel Rocard se centrait sur le monétarisme de M. Friedman mais épargnait l'ordo-libéralisme allemand.
 - La gauche radicale anticapitaliste considère que la contestation du néolibéralisme est un subterfuge permettant de se dispenser de la contestation du capitalisme. Il est vrai que le capitalisme est le problème fondamental mais sa forme actuelle et son devenir sont largement conditionnées par le néolibéralisme.
 - La gauche radicale libérale regrette que les critiques du néolibéralisme ignorent sa complexité. « Ce faisant, on s'est interdit de penser la positivité de cette théorie, de comprendre les aspects potentiellement émancipateurs et donc d'en élaborer une critique vraiment efficace, c'est-à-dire non nostalgique » (De Lagasnerie, Politis 31.1.2013).
- Au total, la moindre opposition récente de la gauche au néolibéralisme pourrait refléter surtout la montée en son sein des catégories socioprofessionnelles supérieures qui n'en subissent pas les retombées négatives.

III. Les modalités d'une rupture avec le néolibéralisme.

La rupture avec l'orientation des politiques néolibérales pourrait soulever a priori moins d'oppositions que la rupture avec le cadre structurel néolibéral. Mais peut-on obtenir la première sans réaliser la seconde ? Les avis divergent au sein de la gauche non social-libérale. Par exemple, alors que Frédéric Lordon (2018) pense que la suppression des verrous du pouvoir financier, du libre échange et des normes de l'UE est nécessaire, Gilles Raveau (2018) estime que des politiques antilibérales sont possibles sans changer le cadre de l'UE.

La mise en case des politiques économiques néolibérales.

- La promotion d'un nouveau modèle de développement passe par de nouvelles politiques économiques. Les politiques de transition énergétique incluent des investissements massifs dans les biens publics, des politiques fiscales sélectives et des politiques budgétaires actives. Les politiques de la production impliquent un État stratège, articulant universités, recherche et industrie. La politique de la consommation suppose une hiérarchisation des besoins. Ces politiques appellent une politique sociale d'autant plus forte que la transition écologique est marquée. Elles peuvent ne pas entraîner des oppositions frontales des milieux dirigeants si elles préservent l'accumulation du capital.

- L'émergence de sphères alternatives à la sphère capitaliste passe par plusieurs voies. L'extension de l'économie sociale et solidaire est ancrée dans l'histoire du mouvement ouvrier et correspond aux nouvelles attentes dans les sociétés développées. L'extension des communs (P. Dardot et Ch. Laval 2014) concerne « l'ensemble des ressources collectivement gouvernées dans le but de permettre un accès partagé aux biens dont ils sont l'objet » (B. Coriat 2015). Cela inclut des communs visant à partager équitablement et à sauvegarder une ressource matérielle et des domaines comme la connaissance, les logiciels. L'extension de la gratuité est un moyen de vaincre les dangers de la marchandisation, de la monétarisation, de l'utilitarisme et de l'économisme (P. Ariès, 2018).

L'émergence de sphères alternatives au capitalisme convient à la gauche et aux « forces vives » de la société. Cela peut ne pas susciter de fortes oppositions tant que le cœur de l'économie reste régi par le capitalisme.

- La revitalisation de l'État social heurte davantage le néolibéralisme. La politique du travail doit inclure notamment le partage du travail et l'État employeur en dernier ressort. La politique des services publics doit mettre en cause le « new public management ». Les politiques fiscales (fiscalité du patrimoine, du capital, sur le revenu), les politiques territoriales et éducatives doivent être plus égalitaires. La politique sociale doit enrayer les reculs des retraites, de l'assurance maladie et de la lutte contre la pauvreté.

La revitalisation de l'État social convient à la gauche et aux classes populaires et moyennes. Mais cela peut provoquer l'opposition des milieux aisés et des marchés financiers, voire des réactions antifiscales.

La mise en cause du cadre structurel néolibéral.

- La mise en cause du pouvoir de la finance permettrait d'améliorer la situation des salariés, de réorienter l'allocation des ressources et de libérer les politiques de la pression des marchés. Cela passe d'abord par le reflux du pouvoir du capital actionnarial dans les entreprises, ce qui peut aller de la codétermination au plafonnement du taux de rentabilité par un impôt confiscatoire, le SLAM (shareholder limited authorized margin) (F. Lordon). Cela passe aussi par des contraintes sur la mobilité internationale du capital, le contrôle des capitaux pouvant se faire au niveau national ou, plus efficacement, au niveau européen, mais ceci est exclu par les traités de l'UE.

Les oppositions au reflux du pouvoir de la finance seront fortes de la part des classes dirigeantes qui pèseront par les relais médiatiques et les marchés financiers. Le substitut aux contrôles serait la coordination des politiques nationale, une meilleure solution pour tout le monde, mais qui paraît hors d'atteinte actuellement au niveau de l'UE.

- La mise en cause des contraintes du commerce international est utile pour réduire le poids de la concurrence sur les salariés et sur les politiques économiques. Cela suppose la mise en cause du libre échange commercial par des protections au niveau national ou au niveau européen, mais ceci est exclu par l'UE (« concurrence libre et non faussée »),

Les oppositions des milieux économiques à des mesures de protection seront fortes en Europe. La coordination des politiques nationales, incluant les considérations sociales et écologiques, serait préférable mais encore hors d'atteinte au niveau de l'UE.

- La mise en cause des normes macroéconomiques européennes concerne les critères de gestion budgétaires (déficits publics, dette publique) et la banque centrale européenne (indépendance, priorités). Cela élargirait la marge de manœuvre des politiques macroéconomiques. Mais un accord de tous les membres de l'UE est exclu sans modification des rapports de forces.

- L'interventionnisme sur le cadre structurel est préconisé par la gauche radicale et par les souverainistes mais il est rejetée par la gauche modérée. Il va dans le sens des attentes populaires mais devrait susciter des réactions des milieux économiques et des marchés financiers. La coordination des politiques serait plus consensuelle mais elle est conditionnée par des accords internationaux difficiles à obtenir.

En définitive, ces questions méritent de sérieux approfondissements sur le plan économique et sur le plan politique pour dépasser les réactions épidermiques. Il ne faudrait pas peut être pas surestimer la portée des divergences actuelles sur l'ampleur et les modalités d'une rupture avec le néolibéralisme. Ces choix dépendront probablement davantage des rapports de forces sociales et de la gravité des problèmes à résoudre dans l'avenir que des préférences actuelles des uns et des autres.

Michel Cabannes

Bibliographie

- Amable B., Palombarini S., 2017, *L'illusion du bloc bourgeois. Alliances sociales et avenir du modèle français*, Raisons d'agir.
- Ariès P., 2018, *Gratuité contre capitalisme*, Larousse.
- Boltansky L., Chiapello E., 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard.
- Bourdieu P., 1998, « L'essence du néolibéralisme », *Monde Diplomatique* mars.
- Cabannes M., 2015, *La gauche à l'épreuve du néolibéralisme*, Le Bord de l'eau.
- Cabannes M., 2013, *La trajectoire néolibérale*, Le Bord de l'eau.
- Chamayou G., 2018, *La société ingouvernable, Une généalogie du libéralisme autoritaire*, La Fabrique
- Coriat B. (dir), 2015, *Le retour des communs, La crise de l'idéologie propriétaire*, Les liens qui libèrent.
- Dardot P., Laval Ch., 2009, *La nouvelle raison du monde, Essai sur la société libérale*, La découverte.
- Dardot P., Laval Ch., 2016, *Ce cauchemar qui n'en finit pas. Comment le néolibéralisme défait la démocratie*, La Découverte.
- Dardot P., Laval Ch., 2014, *Commun, Essai sur la révolution du XXIème siècle*, La Découverte.
- De Lagasnerie G., 2012, *La dernière leçon de Michel Foucault. Sur le néolibéralisme, la théorie et la politique*, Fayard.
- Dumesnil G., Lévy D., 2011, *The Crisis of Neoliberalism*, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, Londres.
- Dupont Y., 2014, *L'Université en miettes. Servitude volontaire, lutte des places et sorcellerie*, Montreuil L'échappée.
- Généreux J., 2006, *La dissociété*, Seuil.
- E. Heyer E., Lokiec P., Meda P., 2018, *Une autre voie est possible*, Flammarion.
- Laval Ch., Foucault, 2018, *Bourdieu et la question néolibérale*, La Découverte.
- Lordon F., 2018, « En guerre-pour la préemption salariale », <http://blog.monde-diplonnet>, 21 mai.
- Raveau G., 2018, *On n'a pas tout essayé*, Seuil.
- Streeck W., 2015, "Heller, Schmitt and the euro" , *European law journal*, vol.21 3, mai.
- Todd E., 1998, *L'illusion économique*, Gallimard.